

A l'occasion de la Célébration de la Journée Internationale de la Fonction Publique (Le 23 Juin)

3^{ème} Edition du Forum des Managers Territoriaux et des Instituts de Formation ciblant les Collectivités Territoriales en Afrique



THEME DU FORUM :

*«Financer l'apprentissage, la Formation et le Renforcement
des Capacités des Elus Locaux/Elues Locales et le Personnel
des Collectivités Territoriales en Afrique :
pour des Mécanismes innovants et durables»*

**Royaume du Maroc, Université Al Akhawayn d'Ifrane
Du 10 au 14 Juin 2019**

«Ensemble pour une Afrique Locale Performante»

LES ORGANISATEURS DU FORUM

- Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique (CGLU-Afrique) et son Académie Africaine des Collectivités Territoriales (ALGA)
- Le Conseil de la Région de Fès-Meknès
- L' Université Al Akhawayn d'Ifrane

LES PARTENAIRES DU FORUM

(EN COURS D'IDENTIFICATION ET DE MOBILISATION)

- Ministère de l'Intérieur du Maroc, Direction Générale des Collectivités Locales (DGCL) (TBC)
- Ministère de l'Economie et des Finances, Maroc (TBC)
- Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) et ses Sections Régionales(TBC)
- Association des Régions du Maroc (ARM) (TBC)
- Association Marocaine des Conseils Préfectoraux et Provinciaux (TBC)
- Association Marocaine des Présidents des Conseils Communaux (AMPCC) (TBC)
- Les 23 Instituts d'ancrage de ALGA en Afrique
- Les Partenaires de ALGA
- Les Sponsors

NOTE CONCEPTUELLE

CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le 18 Juin 2018, M. Jim Yong Kim, Président du Groupe de la Banque mondiale publiait dans Foreign Affairs : “Les gouvernements en quête de croissance économique aiment investir dans le capital physique : nouvelles routes, ponts magnifiques, aéroports étincelants et autres infrastructures. En revanche, ils manifestent généralement beaucoup moins d’intérêt pour les investissements dans le capital humain, que l’on peut définir comme la valeur totale de la santé, des aptitudes, des connaissances, de l’expérience et des habitudes d’une population. En cela, ces gouvernements commettent une erreur, car le désintérêt pour les investissements dans les ressources humaines peut affaiblir radicalement la compétitivité d’un pays dans un monde en mutation rapide dont les économies ont besoin de toujours plus de main-d’œuvre qualifiée pour maintenir leur croissance”.

La Charte Africaine sur les Principes et les Valeurs de la Décentralisation, de la Gouvernance Locale et du Développement Local, adoptée à Malabo (2014) retient parmi ses Principes, la mobilisation des ressources (**Article 7**) ainsi que l’efficience, à travers notamment la mise à niveau de l’administration de la Gouvernance Locale, la mobilisation et l’utilisation des ressources ainsi que le renforcement des capacités.

L’ensemble des Agendas mondiaux adoptés à partir de Septembre 2015 (les Objectifs du Développement Durable (ODD), l’Agenda du Climat, le Nouvel Agenda Urbain, le Cadre de Sendai sur les risques des catastrophes, l’Agenda du financement (AAAA)) insistent non seulement sur la dimension du « Capital humain », mais également sur l’importance et la crucialité d’une éducation de qualité, de la formation, de l’apprentissage et du renforcement des capacités, ainsi que sur la mobilisation des ressources.

Dans la Vision 2063 de l’Union Africaine « L’Afrique que nous voulons », le paragraphe 14 souligne ce qui suit : “**Le Capital Humain de l’Afrique** sera entièrement développé en tant que ressource la plus précieuse, notamment par des investissements soutenus fondés sur l’universalité en matière d’éducation de la petite enfance et d’éducation de base, et également par des investissements soutenus dans l’enseignement supérieur, la science, la technologie, la recherche et l’innovation, et éliminer les inégalités entre les hommes et les femmes à tous

les niveaux de l'éducation. L'accès aux études supérieures sera étendu et renforcé en assurant des infrastructures modernes de classe mondiale pour l'apprentissage et la recherche, pour appuyer les réformes scientifiques qui sous-tendent la transformation du continent ».

La Résolution adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies le 20 décembre 2017, N° 72/235 sur le Développement des Ressources Humaines, engage la Communauté internationale, d'un part, à placer la mise en valeur des ressources humaines au cœur du développement durable dans ses trois dimensions, économique, social et environnementale, et d'autre part, à élaborer des stratégies à court, à moyen et à long terme pour améliorer réellement les capacités dans ce domaine, dans la mesure où une croissance économique et un développement soutenus, partagés et équitables ne sont pas envisageables sans une main-d'œuvre instruite, qualifiée, en bonne santé, compétente, productive et adaptable ».

Lors des travaux de la première Edition du Forum des Managers Territoriaux et des Instituts de Formation ciblant les Collectivités Territoriales en Afrique placée sous le thème « **Les Ressources Humaines des Collectivités Territoriales Africaines: Le temps d'agir, c'est maintenant!** », organisé à Salé, à l'Université Internationale de Rabat (IUR), au Maroc, du 18 au 21 Septembre 2017, les participant(e)s ont relevé l'importance de former et de renforcer les capacités des Ressources Humaines des Collectivités Territoriales, compte tenu de la place qu'elles occupent auprès des Autorités publiques et locales dans les différents pays de l'Afrique et l'ensemble des composantes de la société africaine. Ils ont insisté aussi sur la nécessité d'investir dans le Capital Humain, en vue d'ancrer le processus de la décentralisation, de développer la gouvernance locale et d'impacter le développement territoriale et local.

A l'issue des travaux de *la 2^{ème} Edition du Forum des Managers Territoriaux et des Instituts de Formation ciblant les Collectivités Territoriales en Afrique, tenue à Saïdia*, au Maroc, les 25 et 26 Avril 2018, les participant(e)s ont souligné la nécessité, voire l'urgence d'investir dans le Capital Humain africain à tous les niveaux, et en particulier au niveau local, et de mobiliser et d'allouer les ressources financières pour ce faire.

Lors du *Sommet Africités 8, à Marrakech, au Maroc*, CGLU-Afrique a présenté la 1^{ère} édition du Rapport sur l'état des Ressources Humaines des Collectivités Territoriales Africaines de l'Observatoire des Ressources Humaines des Collectivités Territoriales Africaines dont il ressort :

Des moyens et des ressources mis en œuvre pour renforcer la GRH

« La question des moyens et des ressources demeure un grand défi pour la modernisation de la GRH et le renforcement des capacités en ressources humaines au niveau des administrations locales en Afrique. En effet, les administrations locales en Afrique éprouvent toujours beaucoup de difficultés à attirer et à retenir des ressources humaines autant en quantité suffisante qu'en qualité.

Des études ont montré que les administrations locales fonctionnent avec moins de la moitié des ressources humaines dont elles ont besoin pour être performantes. Le budget alloué en général à la GRH (mécanismes de motivation dont les salaires, budget de formation, acquisition d'outils modernes de gestion des carrières notamment l'informatisation des services et des procédures, etc...) semble en dessous des besoins des Collectivités Territoriales et en deçà des ambitions d'une administration publique locale performante. Aussi, les Etats, de même que les administrations locales elles-mêmes, sont dans l'obligation de revaloriser les moyens pour réellement investir dans le Capital humain au niveau local ».

Nul besoin de rappeler que l'ancrage de la performance au niveau local en Afrique est tributaire de l'existence d'élus locaux/élues locales engagé(e)s, compétent(e)s et intègres ainsi que de cadres territoriaux professionnels, compétents, engagés et intègres.

En effet, longtemps considérées comme un coût à supporter par les Administrations Publiques en Afrique, les Ressources Humaines sont, de plus en plus, perçues aujourd'hui comme un véritable investissement qui doit être continuellement appuyé, soutenu, amélioré, dynamisé, formé, boosté et motivé.

La réalité du terrain africain montre que le financement du processus de la décentralisation en Afrique, en tant qu'orientation irréversible et en tant que politique publique, de manière générale, et le financement de l'éducation, de l'apprentissage, de la formation et du renforcement des capacités ciblant le niveau local, en particulier, restent encore caractérisés par :

- l'absence d'une politique publique nationale volontariste aux niveaux des Etats africains sur l'apprentissage, la formation et le renforcement des capacités, la faiblesse des ressources et des moyens alloués à ce secteur ;
- la centralisation des ressources et des moyens alloués à ce secteur ;
- l'existence d'une multitude d'acteurs, à tous les niveaux impliqués dans l'apprentissage, la formation, l'éducation et le renforcement des capacités (Etats, Gouvernements centraux et territoriaux, Organisations internationales, Composantes de la Société civile, Secteur privé, Universités/centres de formation, individus....), donnant l'image d'un

véritable « plat de spaghettis » allant dans tous les sens, sans résultat ou impact concret sur la gouvernance locale et sur le développement territorial et local ;

- l'existence d'un nombre impressionnant d'initiatives et de programmes liés à ce secteur, avec plusieurs sources et mécanismes de financement ;
- Une faible autonomie financière des Collectivités Territoriales, y compris en matière de GRH, de formation et de renforcement des capacités ;
- L'absence d'intégration, de coordination et de cohérence à ce niveau ;
- L'absence d'outils de suivi, d'évaluation et d'études d'impact.

Or, les pays qui ont réussi à ancrer le processus de la Décentralisation, à le consolider et à le rendre plus durable, sont ceux qui ont fait ***le choix d'une Décentralisation faite « par les hommes et les femmes »*** et qui ont œuvré à lui créer « ***un environnement porteur*** », en termes de responsabilités et de compétences transférées, en termes de ressources concrètes transférées, en adéquation avec ces responsabilités et compétences, et en termes d'appui, de formation, d'apprentissage et de renforcement des capacités du Capital humain des Collectivités Territoriales.

Fort de ce constat, dans le cadre de la célébration de la Journée Internationale de la Fonction Publique (23 Juin de chaque année), de la mise en œuvre de la Feuille de route sur la GRH au niveau local en Afrique de Salé (2017) et suite aux conclusions et recommandations issues de la 1^{ère} et de la 2^{ème} édition du Forum Africain des Managers Territoriaux et des Instituts de Formation ciblant les Collectivités Territoriales, Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique (CGLU Afrique), à travers son Académie Africaine des Collectivités Territoriales (ALGA) et ses partenaires, se proposent d'organiser la 3^{ème} Edition du Forum sur le thème : « Le financement de l'apprentissage, de la formation et du renforcement des capacités ciblant les élus locaux et le personnel des Collectivités Territoriales en Afrique », du 10 au 14 Juin 2019 au Royaume du Maroc, à l'Université Al Akhawayn d'Ifrane,

OBJECTIF GENERAL

Le Forum sera une occasion pour discuter de la problématique du financement de l'apprentissage, de la formation et du renforcement des capacités ciblant les Collectivités Territoriales en Afrique, pour présenter les modèles réussis qui existent à travers le monde, et pour présenter proposer des mécanismes innovants et durables pour l'ancrage de la Décentralisation en Afrique. Il offrira également un espace pour la formation et le renforcement des capacités sur l'Agenda Africain 2063 et les Agendas Globaux du Développement Durable.

OBJECTIFS SPECIFIQUES

- Rappeler les engagements pris aux niveaux mondial et africain en matière d'investissement dans le Capital Humain africain, particulièrement au niveau local ;
- Échanger avec les différents acteurs et parties prenantes sur le caractère crucial et urgent de trouver une solution pérenne à la problématique du financement de l'apprentissage, de la formation et du renforcement des capacités ciblant le niveau local en Afrique ;
- Faire un benchmark des modèles réussis de financement de l'apprentissage, de la formation et du renforcement des capacités ciblant les Collectivités Territoriales ;
- Définir les grands axes d'un modèle-type de financement adapté à l'environnement africain ;
- Offrir un espace de formation pour les Elus Locaux/Elus Locales et les Managers Territoriaux sur l'Agenda de l'Afrique 2063 les Agendas mondiaux ;
- Réunir le 4^{ème} Conseil académique de ALGA, y compris un Apprentissage par les Pairs ciblant les Instituts d'ancrage de l'Académie en Afrique.

DATE ET LIEU

Du 10 au 14 Juin 2019.

Royaume du Maroc, Université Al Akhawayn d'Ifrane, Maroc.

PUBLIC CIBLE

- Les Représentants des Organisations Internationales
- Les Représentants des Gouvernements
- Les Collectivités Territoriales et leurs Réseaux
- Les Associations Nationales des Collectivités Territoriales
- Les Elus Locaux/Elus Locales
- Les Managers Territoriaux Africains
- Les Instituts d'ancrage d'ALGA et ses Partenaires
- Les Partenaires au développement et les bailleurs de fonds
- Les composantes de la Société civile
- Les Universités et Etablissements de formation
- Les Représentants du Secteur privé, etc...

DEROULEMENT DE L'ÉVÉNEMENT

- Une séance d'ouverture officielle avec un invité de marque.
- Une séance plénière dédiée à un benchmark sur les modèles réussis de financement de l'apprentissage, de la formation et du renforcement des capacités ciblant le niveau local en Afrique et au niveau mondial.
- Des workshops parallèles

- 2 jours de formation sur l'Agenda de l'Afrique 2063 et les Agendas mondiaux (les ODD, le Climat, le Nouvel Agenda Urbain, le Cadre de Sendai, l'Agenda du Financement)
- 4ème Réunion du Conseil académique de ALGA
- Visite de terrain
- Excursion et découverte du Patrimoine Culturel Marocain.

LES ORGANISATEURS

- CGLU-Afrique et son Academie (ALGA)
- Le Conseil Régional de Fès-Meknès, Maroc
- L'University Al Akhawayn d'Ifrane, Maroc

LES PARTENAIRES

- En cours d'identification et de mobilisation

INFORMATION SUR LE FORUM

Toute information sur le Forum, y compris les aspects pratiques et logistiques, peut être trouvée dans le website du Forum (en cours de création).

ENREGISTREMENT

Pour participer au Forum et bénéficier de ses travaux, vous êtes cordialement invité à vous enregistrer d'avance :

- En transmettant votre fiche d'inscription à ALGA ;
- soit à travers le Siteweb qui sera dédié à ce Forum.

FRAIS D'ENREGISTREMENT ET DE PARTICIPATION AU FORUM

- Pour les membres et les Réseaux de CGLU-Afrique : 300 euros
- Pour les non-membres de CGLU-Afrique : 400 euros
- Epoux/épouses et personnes accompagnant : 100 euros
- Pour les Délégations/Groupes de plus de 5 participant(e)s : 20% de réduction.

Les frais d'enregistrement peuvent être payés:

- Par un transfert bancaire directement au Compte Bancaire de CGLU-Afrique :
BANK : BNPPARIBAS
Adresse : 117, Boulevard HAUSSMANN 75008, Paris_ France
Bénéficiaire : CITES ET GOUVERNEMENTS LOCAUX UNIS D'AFRIQUE
IBAN/ Numéro du Compte Bancaire: FR7630004005670001009726629
BIC/Code SWIFT: BNPAFRPPINT
Le Transfert bancaire doit comporter la mention suivante: Le nom complet de l'intéressé + CGLU-Afrique / Forum2019 de ALGA.

- Ou bien à l'arrivée au lieu d'organisation du Forum.

Ces frais d'enregistrement vous permettent de bénéficier des prestations suivantes:

- accéder et bénéficier des travaux du Forum,
- disposer du Kit du Forum,
- 2 pause-café et d'un déjeuner par jour pendant la durée du Forum,
- Un dîner de Gala,
- Une excursion,
- la facilitation du processus de visa en cas de besoin,
- le transport interne, notamment depuis et vers l'aéroport.

TRANSPORT INTERNATIONAL

Pour le transport international, les participant(e)s au Forum sont invité(e)s à prendre en charge leur transport international.

VISAS

Les participant(e)s issus de Pays pour lesquels il est requis un visa d'entrée au Royaume du Maroc et dont les Pays ont une Ambassade du Royaume du Maroc, sont responsables d'obtenir et de payer pour leur propre visa d'entrée au Royaume du Maroc.

HOTELS

Une liste d'hôtels et des possibilités d'hébergement à Ifrane, seront mis à la disposition des participants. Tous les hébergements doivent être réservés et payés directement avec les hôtels.

Les Organisateurs auront un Bureau d'accueil aux Aéroports de Casablanca, Rabat-Salé et Fès-Saïss pour vous accueillir et vous orienter.

A PROPOS DES ORGANISATEURS:

<p>CGLU AFRIQUE ET SON ACADEMIE ALGA</p>	<p>Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique (CGLU Afrique) est l'Organisation faîtière et la voix unie qui assure la représentation des collectivités locales de l'ensemble du continent africain. CGLU Afrique rassemble plus de 350 millions de citoyens africains, plus de 40 associations nationales et plus de 2 000 villes. Promouvoir la décentralisation en Afrique et au sein des Collectivités Locales africaines en tant que sphères autonomes et distinctes de Gouvernement, mais aussi contribuer à l'unité du Continent africain grâce au dynamisme des collectivités locales font partie des missions principales de CGLU Afrique.</p> <p>www.uclga.org - @UCLGAfrica</p>
---	---

	<p>Créée en 2009 et opérationnelle à partir de 2016, l'Académie Africaine des Collectivités Territoriales (ALGA) est un organe subsidiaire de CGLU-Afrique ayant pour mission principale de promouvoir les Standards de qualité en matière de formation et de renforcement des capacités ciblant les Collectivités Territoriales, d'investir dans le capital Humain de ces entités et d'ancrer la performance et le professionnalisme au niveau local en Afrique.</p>
<p>LE CONSEIL REGIONAL DE FES-MEKNES</p>	<p>Le Conseil Régional de Fès-Meknès est l'assemblée délibérante de la région élue au suffrage universel direct par les électeurs de la région. À l'instar des autres Collectivités Territoriales du Maroc, ses membres sont élus pour une durée de six ans. L'action régionale s'exécute sous le contrôle du Wali de la Région, représentant le pouvoir central.</p> <p>Pour ce qui est des domaines de compétences et selon l'article 140 de la Constitution, les Collectivités Territoriales ont des compétences propres, des compétences partagées avec l'État et celles qui leur sont transférables par ce dernier sur la base du principe de subsidiarité.</p> <p>http://www.region-fes-meknes.ma</p>
<p>AL AKHAWAYN UNIVERSITY</p>	<p>L'Université Al Akhawayn d'Ifrane, créée en 1993, est une institution marocaine indépendante, publique, mixte et à but non lucratif, engagée dans la formation de futurs dirigeants-citoyens du Maroc et du monde par un programme d'enseignement à vocation mondiale des arts libéraux, dispensé en langue anglaise et qui repose sur le système américain. L'université met en valeur le Maroc et associe le monde par des programmes d'enseignement et de recherche avant-gardistes, incluant la formation continue de cadres. Elle adhère aux plus hauts standards académiques et éthiques et promeut l'équité et la responsabilité sociale. www.aui.ma</p>